Hadj Laïb, futur président de l'APN

S'agissant du successeur de Larbi Ould Khelifa à la tête de l'Assemblée populaire nationale, nous apprenons de source sûre que le choix s'est déjà fixé sur la personne de Hadj Laïb, élu tête de liste du FLN à Batna. Ancien moudjahid, le futur troisième personnage de l'Etat est un proche de Abdelaziz Bouteflika qui l'a désigné d'ailleurs à deux reprises comme sénateur au sein du tiers présidentiel. L'homme est également connu pour sa proximité avec les militaires avec qui il noue de nombreuses amitiés. Avec lui à la tête de la Chambre basse du Parlement, l'on aura, par ailleurs, satisfait à la règle non écrite de l'équilibre régional. Natif de Batna, il représentera l'est du pays, tandis que Bensalah le fait pour l'Ouest et Sellal pour la Kabylie…

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Comme prévu, les élections législatives du jeudi 4 mai 2017 n'auront pas «révolutionné» le paysage politique national. De manière générale, les choses sont restées quasiment en l'état, avec un Front de libération nationale dominant, caracolant seul en tête avec 164 sièges, loin devant le Rassemblement national démocratique, qui totalise 97 sièges. Les deux partis du pouvoir assurent, à eux deux, une majorité largement confortable et assez suffisante pour se passer, au besoin, de toute autre alliance et gouverner aisément.

Le seul changement notable, par rapport à l'ancienne législature, c'est la «réapparition» du parti islamiste, le Mouvement de la société pour la paix. Le MSP, avec 33 sièges, est contenu à une dimension modeste mais est tout de même troisième force politique du pays depuis jeudi dernier.

Le parti, réputé pour ses positions «modulables», veut à tout prix mettre fin à l'inconfortable position d'opposant qu'il avait prise en 2012. Convaincu qu'un scénario à l'égyptienne ou à la tunisienne était inévitable en Algérie, les frères musulmans algériens avaient quitté le gouvernement pour être du bon côté au moment de l'avènement de la «révolution». Un calcul de vrais débutants ! Non seulement la «révolution» n'adviendra jamais, mais, en plus, le MSP sera sérieusement menacé par l'émergence du parti de Amar Ghoul, le TAJ, qui lui siphonnera cadres et base avec, également, un effet d'entraînement puisque Ghoul sera imité dans son action de dissidence par d'autres cadres du parti comme Abdelmadjid Menasra et Ahmed Dane.

Tout cela, en plus de l'autre menace, Aboudjerra, qui, lui, milite ouvertement pour le retour du MSP au sein du gouvernement. Dans les coulisses, l'actuelle direction du parti en est à un stade avancé dans ses négociations pour intégrer le prochain gouvernement, apprenons-nous de source sûre. Cette élection du 4 mai 2017 aura donc, et dans tous les cas de figure, été un vrai désastre pour le courant islamiste.

Outre la modestie du groupe parlementaire du MSP, c'est le leader du courant le plus radical de cette mouvance, Abdallah Djaballah, et son parti qui est conforté, désormais, dans sa «petitesse». Même allié à deux autres partis islamistes, Djaballah n'a pu obtenir que 15 sièges sur 462 ! Le courant des démocrates ne fera pas mieux, non plus. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie fait le plus mauvais score de toute son histoire en n'obtenant que 9 sièges, pénalisé, il est vrai, par la très difficile collecte des signatures, alors que le Front des forces socialistes, pourtant exempté de cette contrainte, n'obtiendra pas plus de 14 sièges, soit la moitié de son score de 2012.

La gauche ou l'extrême gauche, représentée par le Parti des travailleurs de Louisa Hanoune, prend également une véritable raclée : de 24 sièges en 2012, elle passe brutalement à seulement 11 sièges. Seul le Mouvement populaire algérien de Amara Benyounès qui passe de 7 sièges en 2012 à 13 siège en 2017, le TAJ de Amar Ghoul, qui obtient quand même 19 sièges et le parti El Mostaqbal de Abdelaziz Belaïd qui a réussi un honorable score de 13 sièges pour sa première participation, peuvent revendiquer une relative progression sur la scène politique nationale.

Cela étant, cette élection du 4 mai 2017 et ses résultats annoncés hier par le ministre de l'Intérieur, Nouredine Bedoui, se distingue par un autre phénomène : la percée des indépendants, avec 26 sièges obtenus, et l'intrusion, au sein de la prochaine Assemblée, d'une nuée de petits partis, obtenant chacun deux ou un seul siège.

Une mosaïque qui n'aura toutefois aucune répercussion sur les grands équilibres au sein de l'Assemblée populaire nationale, sur le Parlement en général et sur la nature des relations entre le Parlement et le gouvernement. Le pouvoir aura ainsi réussi son pari de maintenir sa majorité au bout d'une campagne minutieusement coordonnée entre le secrétaire général du FLN, Djamel Ould-Abbès, et le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui s'est impliqué personnellement d'ailleurs dans la bataille en multipliant les visites officielles à travers les wilayas et des meetings au profit de son parti. «Nous souhaitons que le FLN garde le poste de Premier ministre.»

Ce commentaire est du secrétaire général du FLN, qu'il a tenu hier à l'occasion d'un point de presse après l'annonce officielle des résultats par Bédoui. En vertu de la nouvelle Constitution, le président de la République nomme le Premier ministre et les membres du gouvernement après consultation de la majorité. Une phrase pas du tout lancée au hasard, cela va de soi, et tout indique, en effet, que l'actuel patron de l'exécutif sera reconduit dès l'installation officielle de la future Assemblée.

De son côté, l'autre grand partenaire dans cette affaire, à savoir le patron du RND et directeur de cabinet de la présidence de la République, Ahmed Ouyahia, a préféré, lui, s'exprimer via un communiqué laconique où on lit, notamment, que «le RND s'engage à mobiliser ses députés au service de la mise en œuvre du programme de Son Excellence le président de la République ainsi que la concrétisation de son propre programme présenté durant la récente campagne électorale».

K. A.

IL EXPRIME UNE FORTE INSATISFACTION PAR RAPPORT À L'OFFRE POLITIQUE

Le nombre des bulletins nuls bat tous les records

C'est un signal fort qu'ont émis les Algériens au bout de ces élections législatives : l'offre politique existante sur le marché ne leur convient pas.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Dans sa conférence de presse tenue hier pour annoncer les résultats du scrutin, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales Noureddine Bedoui n'a pas annoncé, comme à l'accoutumée, le nombre des suffrages exprimés. Et, il a esquivé la question à deux reprises dans sa conférence de presse, se contentant de l'annonce du taux de participation et de la répartition des sièges obtenus par les formations politiques ayant participé à cette joute électorale. Il a renvoyé les journalistes au site de son département qui n'a désespérément pas été mis à jour depuis jeudi à 14h, pour avoir les résultats détaillés.

En effet, à peine 38,25% des 23,2 millions d'inscrits ont voté jeudi, soit 8,5 millions de votants, en recul par rapport à 2012 où la participation a dépassé légèrement 43%. C'était 9,3 votants sur 21,6 inscrits. Une participation qui a donné lieu à 1,7 million de bulletins nuls (18,2% des votes). Les bulletins nuls étaient plus importants que les suffrages recueillis par les listes du Front de libération nationale (FLN), parti majoritaire dont les 1,3 million de voix exprimées lui avaient valu 221 sièges. Or, cette fois-ci, avec moins de votants qu'en 2012, le taux des bulletins nuls a battu tous les records et si le ministre a refusé de le communiquer, balançant la patate chaude au Conseil constitutionnel, c'est sans doute parce que le nombre est plus élevé et il y a quelque chose de dérangeant ou plutôt choquant dans sa révélation. Dans les circonscriptions électorales où nous avons pu avoir les indicateurs de participation, le nombre des bulletins nuls est effrayant : un peu plus de 45 000 sur 150 612 votes à Constantine où il y a 576 173 inscrits, soit 30% (18 000 sur 40 000 votes pour la seule commune du chef-lieu, soit 45%), un peu plus de 24 000 sur les 123 940 votes à Oum El Bouaghi où il y a 418 794 inscrits, 24%, près de 38 000 sur 134 291 à Boumerdès où il y a 485 387 inscrits, un peu plus de 30 000 sur 143 910 votes à Mila où il y a 495 268 inscrits, soit 21%, 19 400 sur 70 484 votes à Naâma où il y a 149 175 inscrits, soit 27,5%.

Ce faisant, même en misant sur de nouvelles têtes à défaut de convaincre par leurs programmes, les partis politiques n'ont pas pu recueillir des votes, y compris ceux des votants. Si le nombre des abstentionnistes augmente d'une joute électorale à l'autre, celui des bulletins nuls explose. Et, c'est un signal fort qu'ont émis les électeurs au bout de cette élection : l'offre politique existante ne leur convient pas. Parce que contrairement aux abstentionnistes qui boycottent à cause du manque de confiance dans l'administration qui organise les élections et estiment qu'ils peuvent changer les choses en dehors des institutions ou se désintéressent complètement de la politique, ceux qui votent blanc ou nul expriment un intérêt incontestable pour la chose publique.

Mais leur geste révèle plutôt une insatisfaction par rapport aux programmes des partis et leurs candidats. Une offre politique assez large mais qui, en dépit de sa diversité, ne répond pas à leurs aspirations.

L. H.

RÉACTIONS - RÉACTIONS - RÉACTIONS - RÉACTIONS -

DJAMEL OULD-ABBÈS (FLN) :

«Nous restons la première force politique»

Dans sa réaction juste après l'annonce des résultats des législatives donnant le Front de libération nationale en tête, le SG du FLN, Djamel Ould-Abbès, s'est félicité des résultats obtenus tout en estimant que même si le parti a reculé en termes de nombre de sièges, il n'en reste pas moins le premier parti politique en Algérie. Dépourvu de majorité, Ould-Abbès ouvre la porte à des alliances avec les partis qui soutiennent le président de la République. «S'ils veulent venir travailler avec nous, on leur dira bienvenue. Le parti accueillera favorablement la participation de n'importe quel parti au gouvernement dans le cadre du programme du Président», a-t-il déclaré lors d'un point de presse. Le recul du parti en termes de sièges s'explique, selon lui, par le nombre important de partis participants en comparaison avec la précédente élection. «53 partis politiques ont participé à ces élections et 36 partis sont au Parlement. Les voix se sont dispersées. Mais ce sont les règles du jeu démocratique. Mais nous restons le premier parti. Aucun parti n'a atteint le seuil des 100 sièges», se défend-il.

RND :

Progression de 50% du nombre de ses députés

Le parti d'Ahmed Ouyahia s'est félicité, hier, de la progression de près de 50% du nombre de ses députés, selon les résultats préliminaires collectés par les structures locales, a indiqué le parti dans un communiqué. «A l'issue de la collecte des résultats préliminaires du scrutin du 4 mai auprès de ses structures locales, le RND relève avec satisfaction une progression de près de 50% de ses députés passés de 68 en 2012 à une centaine», a souligné la même source. Le Rassemblement «félicite également ses militants pour leurs efforts qui ont été couronnés par ses résultats y compris la première place occupée dans plusieurs wilayas». Le RND dit «s'engager à mobiliser ses députés au service de la mise en œuvre du programme du Président Abdelaziz Bouteflika, ainsi que la concrétisation de son propre programme présenté durant la récente campagne électorale».

RAMDANE TAÂZIBT PT :

«Une défiance du peuple vis-à-vis du pouvoir»

Le Parti des travailleurs (PT) a réagi hier aux résultats des législatives du 4 mai. Le parti dirigé par Louisa Hanoune a retenu le taux d'abstention record enregistré durant ce scrutin (plus de 60% du taux d'abstention).

Selon Ramdane Taâzibt, de la direction du parti, ces chiffres traduisent la «défiance du peuple» vis-à-vis du pouvoir et du système en général. Il s'agit, pour lui, ni plus ni moins que d'un boycott citoyen actif» qui ne peut être revendiqué par aucun parti. En somme, ce scrutin sonne comme un «référendum anti-système», selon M. Taâzibt. Le cadre du PT a, dans la foulée, dénoncé les nombreuses failles qui ont émaillé ce scrutin dont l'interdiction faite aux superviseurs des partis d'entrer à l'intérieur des bureaux de vote. Ou encore l'immixtion de l'administration et les instructions données par les walis et chefs de daïra pour «gonfler les taux de participation».

Quant aux résultats obtenus par le parti, Ramdane Taâzibt affirme ne pas les reconnaître du fait qu'ils ne traduisent pas la réalité et le poids du parti au sein de la population. «Nous n'avons aucune explication rationnelle» à ces résultats, soutient mordicus M. Taâzibt. En définitive, par-delà les résultats, le cadre du PT fait résonner sa «peur pour notre pays».

OUAMAR SAOUDI (RCD) :

«La fraude a sévi»

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), par la voix de Ouamar Saoudi, a dénoncé la fraude qui a sévi durant ce scrutin symbolisée par le vote des corps communs, soulignant que ces agissements participaient à discréditer les élections. «Nous avons peur réellement que les citoyens n'aient plus confiance d'avoir un jour une alternance démocratique, commente celui qui promet de battre avec le reste des élus du RCD afin de défendre les citoyens à l'Assemblée. Le cadre du RCD fait valoir le fort taux d'abstention ainsi que le vote blanc qui représente le 1/3 des suffrages exprimés, notamment dans la capitale Alger. Deux facteurs qui décrédibilisent davantage ce scrutin. Ce faisant, il affirme que la nouvelle Assemblée ne sera pas différente des autres, et que le duo FLN-RND continuera de dominer l'hémicycle.

TAJ salue la prise de conscience des militants

«Le résultat atteint par le parti aujourd'hui traduit la prise de conscience de ses militants et leur force sur le terrain et donne un nouvel élan pour continuer à travailler afin d'atteindre les objectifs souhaités. Nous saluons tous les efforts des militants et leur patience au cours de la dernière période, une preuve de loyauté à l'Algérie et envers le parti.»

Y. D.